

## COMPTE RENDU DU DIALOGUE DE L'UNFCCC SUR L'ACTION DE COOPERATION A LONG TERME: 15-16 MAI 2006

Le premier séminaire de la Convention-Cadre sur les Changements Climatiques (UNFCCC) "Dialogue sur l'action de coopération à long terme pour faire face aux changements climatiques à travers l'amélioration de la mise en application de la Convention," s'est tenu à Bonn, en Allemagne, les 15 et 16 mai 2006. L'événement a eu lieu avant les vingt-quatrième sessions des Organes Subsidiaires (SB 24) de l'UNFCCC (18-26 mai) et la première session du Groupe de Travail Spécial (GTS) sur les Nouveaux Engagements des Parties visées à l'Annexe I au titre du Protocole de Kyoto (17-25 mai).

Le Dialogue de l'UNFCCC et le Groupe de Travail Spécial au titre du Protocole de Kyoto sont tous deux organisés en résultat des décisions prises à la onzième Conférence des Parties (CdP 11) de l'UNFCCC et à la première Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CdP/RdP 1), à Montréal, en décembre 2005. La décision concernant le Dialogue de l'UNFCCC (1/CP.11) a décidé de l'engagement d'un dialogue pour un échange d'expériences et une analyse des approches stratégiques devant encadrer l'action de coopération à long terme sur les changements climatiques, à travers "un échange ouvert et non contraignant, de vues, de renseignements et d'idées."

Au cours des deux journées du Dialogue, plusieurs centaines de participants se sont engagés dans des débats et des échanges de vues sur les sujets suivants: l'avancement des objectifs de développement de manière compatible avec la préservation des ressources; le traitement de l'action à entreprendre en matière d'adaptation; et la réalisation du plein potentiel des technologies et des opportunités basées sur le marché. Au cours des échanges de vues informels, les participants se sont assis autour de tables rondes dans une salle qui a paru à première vue avoir été dressée davantage pour une cérémonie de mariage que pour un dialogue sur les changements climatiques. Certains participants ont estimé que l'échange a montré l'existence d'un certain nombre de vues communes sur le futur à long terme de la Convention. Toutefois, plusieurs participants ont fait observer que ce premier Dialogue n'est que le début d'un long processus, et que de nombreux points de vue divergents sur l'action et les orientations futures pourraient émerger de manière plus claire au fur et à mesure de l'avancement du processus.

Le séminaire n'a abouti à aucun résultat contraignant ou négocié, même si un rapport des co-moderateurs sera produit en août. L'événement était le premier de quatre séminaires sur ce thème, appelés à être organisés par le secrétariat de l'UNFCCC.

### REUNION D'OUVERTURE

Lundi matin 15 mai, Richard Kinley, responsable en exercice du Secrétariat de l'UNFCCC, a souhaité la bienvenue aux délégués, soulignant que cette séance marquait le démarrage de deux semaines de manifestations portant sur l'UNFCCC, notamment les OS 24, le Dialogue de l'UNFCCC et le Groupe de Travail Spécial. S'agissant du Dialogue, il a fait état des

soumissions faites par un certain nombre de parties, et a attiré l'attention sur l'accord général d'un besoin de renforcer l'action et sur les observations faites au sujet des mécanismes basés sur le marché. Il a expliqué que l'application du Protocole de Kyoto est en train d'avancer "à plein régime," avec des actions importantes pour la réalisation des objectifs de Kyoto, bien que certaines parties auraient sans doute encore besoin d'intensifier leurs efforts. Il a également fait état de l'approbation de 180 projets inscrits dans le cadre du Mécanisme de Développement Propre (MDP), avec 600 autres dans le pipeline. Il a ajouté, toutefois, que les promesses de financement faites à la CdP/RdP 1, pour le soutien du Comité Exécutif du MDP, ne sont pas encore toutes honorées, et que le Comité de Supervision de la Mise en Œuvre Concertée n'a pas non plus reçu la totalité de son financement. Mettant en exergue les récents progrès accomplis dans le travail sur l'adaptation, il a souhaité aux délégués plein succès dans leurs travaux.

Sigmar Gabriel, Ministre Fédéral Allemand de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Sécurité Nucléaire, a attiré l'attention sur les débats qui ont eu lieu au cours de la 14e session de la Commission du Développement Durable (CDD-14) tenue récemment, qui ont mis en lumière que plus de 1,6 milliard d'êtres humains ne disposent toujours pas d'un accès convenable à l'énergie, et le besoin de soutenir les pays en développement dans l'adoption de sources d'énergie écologiquement rationnelles. Il a identifié le MDP comme étant un bon exemple de la coopération entre le Nord et le Sud, a souligné que les fluctuations survenues récemment dans les marchés du carbone n'affecteront pas l'importance et la viabilité de ces marchés, et a mis en relief l'objectif de l'Union Européenne (UE) de restreindre les changements climatiques à 2° Celsius ou moins.

Rona Ambrose, Ministre Canadienne de l'Environnement et Présidente de la CdP 11 et de la CdP/RdP 1, a mis l'accent sur les incidences des changements climatiques dans les régions canadiennes de l'Antarctique. Elle a déclaré que la future coopération internationale a la possibilité de faire davantage que simplement réduire les émissions de gaz à effet de serre, en s'assurant de la propreté de l'air ambiant et de l'amélioration de la santé humaine. Elle a souligné la nécessité d'une approche globale axée sur l'adaptation, les technologies et les instruments politiques, et a précisé que toutes les parties doivent être impliquées.

**ORGANISATION DE LA REUNION:** Les co-moderateurs du Dialogue, Howard Bamsey (Australie) et Sandea de Wet (Afrique de Sud) ont donné un aperçu sur l'organisation planifiée de la réunion, soulignant qu'il ne s'agit pas d'une négociation, mais plutôt d'un débat ouvert et non contraignant tenu "sans préjudice aux négociations, engagements, processus, cadre ou mandat futurs, relevant de la Convention." Précisant que les délégués allaient apporter une gamme de différentes vues et attentes, à ces discussions nouvelles et expérimentales, Bamsey a encouragé une concentration sur des manières de penser créatrices, sur un dialogue ouvert et sur des actions concrètes. Il a ajouté que le produit de la réunion, un rapport élaboré par les co-moderateurs, ne représenterait pas un texte consensuel ou une décision, mais qu'il servirait de contribution à examiner à la CdP 12 et CdP 13.

Il a expliqué que l'atelier commencerait par un échange de vues initial. Cela serait suivi par une réunion consacrée à l'échange d'expériences et à l'analyse des approches stratégiques pour une action de coopération à long terme, dans quatre domaines thématiques: l'avancement des objectifs de développement d'une manière compatible avec la conservation des ressources; le traitement de l'action dans le domaine de l'adaptation; la réalisation du plein potentiel des technologies; et la réalisation du plein potentiel des opportunités basées sur le marché. Suite à cela, il y aurait un échange de vues sur la manière d'habiliter les parties à poursuivre l'élaboration de réponses nationales et internationales appropriées aux changements climatiques, la promotion de la recherche et de l'investissement, le soutien de l'action mise en avant, à titre volontaire, par les pays en développement, et la promotion de l'accès des pays en développement aux technologies propres et aux technologies d'adaptation. Le Dialogue serait conclu par un débat sur les travaux futurs et sur le point de mire du second séminaire.

### **ECHANGE DE VUES SUR LES QUESTIONS A ABORDER DANS LE DIALOGUE**

Lundi matin, les parties ont engagé un premier échange de vues sur les questions inscrites à l'ordre du jour du Dialogue. Nombre d'orateurs ont souligné la nécessité de traiter la question des changements climatiques dans le cadre plus large du développement durable, et plusieurs autres ont présenté leurs observations sur la mise au point et le transfert des technologies, les politiques et mesures prises dans le secteur de l'énergie, les mécanismes de marché, l'atténuation et l'adaptation.

La Norvège a souligné l'importance critique d'une réponse internationale appropriée aux changements climatiques. Le délégué s'est déclaré en faveur d'une approche large à l'égard des discussions, compte tenu du fait que les changements climatiques touchent à de nombreuses questions, et a suggéré d'inviter les comités de réflexion et les gouvernements à fournir des soumissions et apporter des contributions avant la réunion.

L'Afrique du Sud a mis en exergue le principe des responsabilités communes mais différenciées, a encouragé l'amélioration de l'organisation et la consolidation des programmes de travail disponibles, et a souligné la notion "d'incitations positives" visant à encourager et à soutenir l'action dans les pays en développement à travers une gamme d'activités. La représentante a souligné la valeur des politiques et mesures de développement durable, la nécessité d'une recherche et d'un transfert accrus des technologies, et le besoin d'un programme de travail sur l'adaptation, pour l'Organe Subsidaire de Mise en Œuvre (OSMŒ).

La Chine a fait observer que certains aspects de l'UNFCCC ne sont pas encore mis en application, les émissions n'ayant pas enregistré un déclin, et que le transfert des technologies et le renforcement des capacités ne sont pas encore adéquats. Le délégué a apporté son appui à l'idée de placer la mise en application de l'UNFCCC à un nouvel échelon, a indiqué que le développement économique est crucial pour la réalisation du développement durable, et a endossé les progrès accrus accomplis dans le domaine de l'adaptation. Faisant observer que les mécanismes de marché, à eux seuls, ne sont pas suffisants pour le traitement des changements climatiques, il a déclaré que le MDP était un mécanisme relativement rationnel qui devrait continuer à fonctionner après 2012.

L'Autriche, parlant au nom de l'UE, a mis en relief la cible de 2°C pour la température, précisant qu'une baisse de 15 à 50% des émissions est requise en 2050. Le délégué a souligné qu'une accélération des changements climatiques pourrait rendre les mesures d'adaptation impossibles à mettre en place, dans certains cas, et a déclaré que les pays industrialisés devraient continuer à servir de chefs de file. Soulignant que les parties visées à l'Annexe I ne peuvent pas, à elles seules, lutter contre les changements climatiques, il a encouragé la tenue d'un débat sur la manière de réaliser les Objectifs du Millénaire en matière de Développement tout en suivant un chemin de faibles émissions de carbone.

Le Brésil a souligné le caractère urgent de la lutte contre les changements climatiques et la nécessité de se concentrer strictement sur l'UNFCCC. Le délégué a indiqué que les pays en développement devraient recevoir des encouragements positifs pour l'accomplissement de plus de choses en terme d'atténuation. Affirmant qu'un mécanisme supplémentaire pour le carbone n'est pas nécessaire, il a indiqué que des opportunités de participation au marché devraient être explorées, notamment le commerce des énergies renouvelables.

L'Arabie Saoudite a déclaré qu'ils soient en train de se produire ou non, les changements climatiques ne sont pas un sujet impertinent pour l'UNFCCC, vu que la Convention est fondée sur le principe de prévention. Le délégué a déclaré que les pays visés à l'Annexe I n'ont pas montré l'exemple. La Slovaquie a déclaré qu'un objectif clair et une décision sur la manière de mettre en application l'UNFCCC de manière intégrale, sont requis. Le Japon a souligné la nécessité de se concentrer sur la stabilisation des gaz à effet de serre et de l'engagement de l'ensemble des grands émetteurs. Le délégué a appelé à des approches pragmatiques, a mis en exergue la technologie au service de l'efficacité énergétique et a encouragé la "solidarité." Notant que le monde aujourd'hui est très différent de ce qu'il était en 1992, lorsque l'UNFCCC a été adoptée, il a demandé jusqu'à quand la "division" sur la manière dont les pays doivent faire face aux changements climatiques, pouvait être maintenue.

La République de Corée a déclaré que les leçons apprises des séminaires en session précédents sur l'adaptation et l'atténuation devraient être prises en considération dans la discussion. Le Chili a parlé des effets négatifs des changements climatiques, de la pauvreté et du manque d'accès à l'énergie.

L'Islande a souligné la nécessité d'une action collective et a apporté son appui à l'utilisation de l'énergie renouvelable, en particulier dans les pays en développement. Il a proposé des normes et des repères, liées à la Convention, pour des industries et des secteurs clés particuliers. Il a également proposé d'analyser les effets positifs et négatifs des subventions et des taxes sur les changements climatiques, et un débat sur la manière de renforcer le rôle de l'utilisation des terres, des modifications survenues dans l'utilisation des terres et la foresterie (UTCATF).

La France a souligné la nécessité de changer les schémas d'investissement dans l'énergie et dans l'infrastructure et de se concentrer sur la manière de fournir des incitations positives pour conduire cet investissement. La Hongrie a posé la question de savoir si le MDP et les puits d'absorption devaient être étendus au travail mené dans le cadre de la Convention. Tuvalu a rappelé aux délégués que les petits Etats insulaires dépendent de l'action collective de la communauté globale, pour leur développement durable, et a argué que l'UTCATF donne lieu à un découragement de l'atténuation, en particulier, pour ce qui est de l'énergie renouvelable.

Le délégué des Etats-Unis a apporté son appui aux observations présentées par certains orateurs sur la consolidation des programmes de travail et sur les liens avec le commerce international, tout en mettant en garde contre les débats approfondis sur les limites de température suggérées par quelques-uns. Il a mis en exergue l'accord fort constaté entre les orateurs sur la nécessité de faire face aux changements climatiques dans le cadre du développement durable, et a encore fait état du travail accompli sur le développement de la recherche en matière de technologie et sur les projets de démonstration.

La Nouvelle Zélande a suggéré que ce Dialogue et les futurs séminaires pourraient déterminer les progrès accomplis dans la mise en application de l'UNFCCC, identifier les données pertinentes qui n'étaient pas disponibles lorsque la Convention a été signée dans les années 1990, et examiner la manière de simplifier le mesurage et les exigences en matière d'information posées aux parties, sans sacrifier l'intégrité environnementale. La Suisse a encouragé une forte concentration sur l'atténuation et sur l'utilisation des opportunités basées sur le marché de manière intégrale, dans toutes les régions. Le délégué a souligné que cette réunion devrait être liée à d'autres processus consacrés à l'action à long terme, tels que le Groupe de Travail Spécial relevant du Protocole de Kyoto.

Le Canada a déclaré que la magnitude du problème des changements climatiques dicte que les gouvernements doivent travailler avec le secteur privé. Le Burkina Faso a fait état de l'impact grandissant des événements extrêmes, comme la sécheresse, la désertification et les crues, et a appelé à mettre fin aux retards et à l'inaction. L'Algérie a déclaré que les engagements actuels devraient être un point de mire de la discussion.

### **ECHANGE D'EXPERIENCES ET ANALYSE DES APPROCHES STRATEGIQUES POUR UNE ACTION DE COOPERATION A LONG TERME DANS LES QUATRE DOMAINES THEMATIQUES**

Au terme de l'échange de vues initial, lundi matin et après-midi, les délégués ont partagé leur expériences et opinions sur les approches stratégiques pour une action de coopération à long terme dans quatre domaines thématiques: l'avancement des objectifs de développement d'une manière compatible avec

la préservation des ressources; le traitement de l'action sur l'adaptation; la réalisation de plein potentiel des technologies; et la réalisation du plein potentiel des opportunités fondées sur le marché.

#### **AVANCEMENT DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DE MANIÈRE COMPATIBLE AVEC LA PRÉSERVATION DES RESSOURCES:**

Au sujet de l'avancement des objectifs de développement d'une manière compatible avec la conservation des ressources, l'Ouganda a fait part de sa préoccupation que les changements climatiques soient en train de rendre les inégalités économiques mondiales encore plus prononcées, et Singapour a donné un aperçu sur son expérience en tant que petit Etat insulaire et sur ses diverses politiques et approches. Le délégué des Philippines a souligné que la division entre les engagements pris au cours des négociations de haut niveau, en faveur du développement durable et les négociations au niveau technique. Le Belarus a souligné la nécessité de sensibiliser les enfants sur le développement durable et les changements climatiques. Le délégué a plaidé pour l'établissement de normes sur la consommation énergétique par unité de production.

L'Australie a déclaré attendre avec impatience le quatrième rapport d'évaluation du Groupe Intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). La représentante a indiqué que l'Australie respecte les pays qui décident de définir le niveau de changement de température qui constitue une "évolution dangereuse du climat," lors de l'établissement de leurs buts et objectifs, mais que la discussion sur l'adoption de ces définition par la Convention n'est pas appropriée pour le moment.

**ADAPTATION:** La Tanzanie et les Philippines ont déclaré que l'adaptation devrait bénéficier d'un statut équivalent à celui de l'atténuation et ont fait part de leurs réserves qu'elle n'ait pas encore été sérieusement traitée. Tuvalu a souligné que l'adaptation est une question cruciale, et a appelé plutôt à des mesures urgentes qu'à des études ou à des projets pilotes, à l'application de l'Article 4.4 de l'UNFCCC (soutien des pays industrialisés en faveur de l'adaptation des pays en développement vulnérables) et à un processus visant à s'assurer d'une réactivité rapide, pour aider les pays qui ont subi les dommages. Le délégué des Philippines a souligné le besoin de manières de financer innovantes. L'Egypte a souligné que les efforts fournis en matière d'atténuation dans les pays en développement sont en train de recevoir davantage de soutien que les mesures d'adaptation, à travers le MDP.

**TECHNOLOGIE:** Au sujet de la technologie, la Fédération de Russie a déclaré que beaucoup doit être fait pour la promotion des énergies renouvelables et des énergies alternatives, mais a mis en garde que les sources d'énergie traditionnelles telles que les combustibles fossiles continueront inévitablement à être employées, et a encouragé une concentration sur la mise au point et le transfert des technologies pour réduire leur impact. L'Australie a mis l'accent sur la technologie et les approches en matière d'utilisation des terres, accueillant avec satisfaction l'initiative de la CdP de réduire le déboisement dans les pays en développement. La représentante a indiqué qu'une tonne de dioxyde de carbone réduite est la même quelles que soient la source ou la technologie, et qu'il ne devrait pas y avoir de positions idéologiques sur ce sujet. L'Argentine a déclaré que des moyens devraient être trouvés pour s'assurer que la mise en œuvre du MDP aboutisse à un transfert des technologies.

**OPPORTUNITÉS BASEES SUR LE MARCHÉ:** La Fédération de Russie a plaidé pour un "marché de carbone réellement mondial." La Tanzanie a déclaré que le problème ne peut pas être laissé au marché tout seul, soulignant que les obstacles entravant la participation des pays en développement, tels que l'inadéquation des capacités institutionnelles et l'absence de prise de conscience, doivent être d'abord traités. La Thaïlande a souligné que le MDP n'est pas le seul mécanisme pour le transfert des technologies et a signalé qu'il y a une limite à ce que les mécanismes de marché peuvent faire.

#### **ECHANGE DE VUES SUR LES REPONSES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES, LA RECHERCHE ET L'INVESTISSEMENT, L'ACTION VOLONTAIRE, L'ACCES AUX TECHNOLOGIES ET L'ADAPTATION**

Mardi matin 16 mai, le Co-modérateur Bamsey a ouvert la réunion, a souligné que les discussions des journées précédentes ont été de valeur. Il a ajouté que l'ordre du jour du séminaire faisait également référence à des échanges de vues et d'idées sur la manière d'habiliter les parties à poursuivre l'élaboration appropriée des réponses nationales et internationales aux changements climatiques, à promouvoir la recherche et

l'investissement, à soutenir l'action mise en avant de manière volontaire par les pays en développement, et à promouvoir l'accès des pays en développement aux technologies propres et aux technologies d'adaptation. Il a ensuite souligné, cependant, que les parties devraient se sentir libres de présenter leurs observations sur n'importe quelle question pertinente figurant dans ce format expérimental. Il a ensuite donné la parole au parterre, pour des commentaires.

Plusieurs délégués ont répondu, présentant des observations allant de questions telles que celles de l'adaptation, du financement et de l'investissement, du rôle du secteur privé, des incitations "positives" en matière de technologie, ainsi que les enseignements tirés des expériences nationales et les changements survenus depuis que l'UNFCCC a été approuvée en 1992.

L'Inde fait état de la relation qui existe entre la consommation d'énergie par habitant et l'indice du développement humain. Le délégué a mis en exergue le transfert des technologies propres et le partenariat Asie-Pacifique. Il a déclaré que les économies de carbone dues à la technologie nucléaire et au stockage hydroélectrique, devraient être négociables.

Evoquant la réticence de changer les modes de vie, la République de Corée a mis en exergue le rôle futur des technologies et la nécessité de politiques technologiques. Il a attiré l'attention sur les initiatives disponibles en matière de coopération technologique hors du cadre de l'UNFCCC, et a déclaré que la Convention devrait fournir à ces initiatives l'occasion d'être présentées et rattachées à l'UNFCCC.

La Suède a souligné que la tâche consiste à réaliser le développement et à réduire, en même temps, les émissions de gaz à effet de serre. Le délégué a indiqué que le rattachement de la croissance émanant des émissions est possible, citant l'exemple de la Suède, qui a connu une croissance économique égale à 30%, au cours de la période où les émissions de gaz à effet de serre étaient en train de baisser. Il a indiqué que, pour la Suède, la clé de découplage a été une taxe sur le carbone. Le Canada a appelé à un meilleur déploiement des technologies disponibles et à une diffusion agressive et une démonstration des technologies innovantes. Il a fait état des approches innovantes pour la coopération internationale, telles que celles qui sont sectorielles ou fondées sur l'intensité.

Le délégué des Philippines a déclaré que les donateurs ne devraient pas placer des conditions sur le financement, en particulier, celui destiné à l'adaptation, et a encouragé la mise en place de mécanismes innovants pour financer l'adaptation. La Norvège a encouragé la tenue d'un débat sur l'approche sectorielle et sur le financement. L'Arabie Saoudite a déclaré que l'UNFCCC, qui est un traité "cadre", pourrait servir de fondement mais que ses principes de base ne devraient pas changer. Le délégué a encouragé la solidarité de la part des parties visées à l'Annexe I, aux fins d'honorer leurs engagements. L'Ouganda a déclaré que toutes les questions en cours d'examen dans le Dialogue, abordent maintenant celle des technologies, et a fait part de ses réserves concernant le risque de voir l'approche fondée sur le marché, exacerber davantage le déséquilibre économique entre les différents pays en développement.

L'Allemagne a souligné la question de la manière de réaliser l'objectif ultime de l'UNFCCC, et a souligné que ce n'est pas l'intention de l'UE de négocier sa cible de 20C. Le Ghana a déclaré que les trois conventions de Rio (qui portent sur la désertification, la biodiversité et les changements climatiques) devraient être traitées ensemble en vue de réaliser le développement durable. Le délégué a suggéré que le GIEC soit chargé de procéder à l'analyse des coûts de l'adaptation, et va apporter son appui aux approches sectorielles pour le transfert des technologies. Le délégué des Pays-Bas a souligné qu'une barrière posée aux technologies à faible taux de gaz carbonique, et que les coûts des changements climatiques ne sont pas reflétés dans leurs prix.

Le Brésil a mis en exergue le potentiel des biocarburants d'atténuer les changements climatiques. Faisant état du manque de moyens et de capacités, il a encouragé l'adoption d'un nouveau paradigme permettant de rendre effective la coopération Sud-Sud. La France a déclaré que les choix relatifs à l'infrastructure doivent permettre le développement et l'ouverture de voies de faibles émissions. Sainte Lucie, au nom de l'AOSIS, a déclaré que la cible 20C est élevée et inacceptable pour les petits Etats insulaires en développement (PEID), tout en étant d'accord que des cibles fondées sur la science sont nécessaires à fixer.

La Communauté Européenne a souligné le rôle du secteur privé, précisant que la valeur du marché mondial du carbone, en 2005, était plusieurs fois plus importante que

celle du financement gouvernemental destiné au Fonds pour l'Environnement Mondial. Il a souligné l'importance d'un marché mondial du carbone assorti d'un cadre législatif et réglementaire rationnel et d'une certitude à long terme. L'Afrique du Sud a fait part de ses réserves quant à l'absence de progrès sur la question du transfert des technologies, qualifiant le manque de financement, d'obstacle majeur.

Le Royaume-Uni a identifié quelques thèmes transversaux, notamment le financement et l'incertitude scientifique, qui est particulièrement problématique pour l'adaptation. La Chine a encouragé plutôt l'intensification des efforts visant à mettre en application la Convention que la considération de la possibilité de modifier les principes de base ou d'élaborer un nouveau mécanisme. L'orateur a mis en relief le principe des responsabilités communes mais différenciées. Le Japon a souligné l'importance des mesures d'atténuation, sans lesquelles certaines mesures d'adaptation risquent de s'avérer inabordable.

Le Kazakhstan a déclaré que les mesures d'adaptation sont vitales. Le Chili a déclaré que le MDP est juste une option pour le transfert des technologies. La Papouasie Nouvelle Guinée a décrit sa proposition de remplacer les mesures d'encouragement perverses pour le déboisement par des incitations positives permettant d'éviter le déboisement, à travers la valorisation des services des écosystèmes et la réforme des prix des matières de base. Le délégué a encouragé la mise en place de mesures incitatives souples pour les relations Nord-Sud et Sud-Sud.

La Fédération de Russie a mis l'accent sur l'absence de certitude scientifique relativement aux systèmes climatiques, sur la valeur des données crédibles et sur l'importance critique du transfert des technologies. Le Cameroun a parlé des coûts dévastateurs des changements climatiques qui sont déjà en train de se produire dans les pays en développement, à cause de l'accroissement des sécheresses et autres phénomènes. Cuba a parlé de l'impact des événements climatiques extrêmes, a évoqué la nécessité d'agir sans délais même sans connaissances exactes, et a souligné l'importance de se doter de systèmes d'alerte précoces efficaces. Présentant un rapport sur les efforts fournis par Cuba pour améliorer ses systèmes énergétiques, le délégué a mis en relief les opportunités de progrès lorsque le soutien financier et technologique est assorti de volonté politique.

Le Kenya a souligné l'adaptation et le financement des politiques et mesures de développement durable. La représentante a signalé que 2% seulement des projets inscrits dans le cadre du MDP sont en Afrique. La Nouvelle Zélande a souligné la question de savoir quel forme pourrait revêtir l'action à long terme, signalant que de nombreuses idées ont été présentées mais qu'une "vérification de la possibilité de leur traduction dans le réel," dans le cadre de l'UNFCCC est nécessaire. Le délégué a souligné que quelques-unes de ces idées seront nécessaires quelque soit la manière dont les dispositions actuelles de l'UNFCCC sont mises en application.

Tuvalu a fait état des débats tenus sur ces mêmes questions à la CDD-14 et a souligné le besoin de liens directs entre l'évolution climatiques et le développement durables. Le délégué a parlé de la nécessité de reconnaître la Stratégie de Maurice et a déclaré que les économies d'énergie découlant des technologies mises au point dans le pays, aideront à faire avec les coûts des mesures d'adaptation.

### ORGANISATIONS OBSERVATRICES

Mardi après-midi, les organisations observatrices ont été invitées à présenter leurs observations au groupe. Les organisations non gouvernementales écologiques ont souligné la "situation d'urgence planétaire" que présentent les changements climatiques, soulignant que le temps qui reste pour y faire face est en train de s'épuiser rapidement. Le porte-parole a déclaré qu'un accord sur ce qui constitue des stades dangereux des changements climatiques, est attendu depuis trop longtemps maintenant. Il a souligné également la nécessité d'étendre les mécanismes de manière importante en vue de réduire les émissions, précisant que des engagements pour des réductions importantes sont requis pour le maintien du marché du gaz carbonique et que des engagements volontaires ne sont pas appropriés.

Les groupes du secteur du Commerce et de l'Industrie ont déclaré que le monde des affaires attend la compatibilité, la cohérence, des politiques à long terme qui fournissent des marchés avec les signaux nécessaires pour entreprendre des investissements. L'oratrice a indiqué que les politiques devraient être souples pour pouvoir intégrer les nouvelles preuves scientifiques et corriger les conséquences non intentionnelles des politiques antérieures. Elle a ajouté que l'action à long terme devrait poursuivre des approches volontaires et tournées vers le

marché, traiter les marchés des capitaux, et stimuler la recherche et développement et le renforcement des capacités, en particulier, dans les pays en développement. Elle a également appelé à la promotion des partenariats entre les secteurs public et privé et a accueilli avec satisfaction les Partenariats du G8 et de l'Asie-Pacifique.

### ORIENTATIONS CONCERNANT L'ORGANISATION DES SEMINAIRES A VENIR

Mardi en fin d'après-midi, le Co-moderateur Bamsey a invité les délégués à fournir des orientations concernant l'organisation des travaux des séminaires qui vont suivre. La plupart des délégués ont souligné la nécessité de débats focalisés.

Le délégué des Etats-Unis a suggéré de consacrer une demi-journée à chacun des quatre points inscrits à l'ordre du jour, avec la présentation d'un exposé introductif pour chacun d'eux. Il a indiqué que les co-moderateurs pourraient élaborer des questions intégrant le débat actuel et les distribuer aux parties bien avant le prochain Dialogue.

La Suisse a déclaré que le second séminaire devrait se concentrer sur les activités techniques ou pratique. Le délégué a suggéré que les co-moderateurs devraient fournir un document d'ici fin août 2006.

L'Afrique du Sud a suggéré que le second séminaire pourrait considérer le transfert des technologies et les opportunités de marchés, tandis que le troisième pourrait être consacré au thème développement durable et adaptation, et le quatrième aux thèmes intersectoriels, comme le financement. La représentante a indiqué qu'un autre séminaire consacré aux mesures incitatives positives pourrait être utile, et a déclaré qu'une attention devrait être accordée à ce que devraient être les résultats de ces séminaires.

Le délégué de la Norvège a souligné que ce séminaire s'est avéré bien plus constructif qu'il ne s'y attendait, et dépourvu "de la honte et des reproches" qu'il craignait y voir surgir. Il s'est dit confiant que les co-moderateurs, en concertation avec le Secrétariat de l'UNFCCC, pourront sélectionner des thèmes clés et inviter les présentateurs appropriés pour les séminaires à venir. Il a demandé que chacun des futurs séminaires se focalise sur un petit nombre de questions clés.

Le Brésil a souligné que les séminaires devraient être compatibles avec la décision originale de la CdP 11. L'UE a déclaré que ce séminaire a aidé les parties à se comprendre mieux les uns les autres. La représentante a fait état des observations des parties concernant la nécessité des séminaires à venir pour la couverture d'un ou deux sujets clés. Elle a également suggéré de se concentrer sur les actions de coopération et a précisé qu'un ensemble de questions utiles pourrait être élaboré.

La Hongrie a souligné le caractère constructif du dialogue et a encouragé la tenue de discussions sur les barrières à lever et sur les opportunités offertes pour l'amélioration de la mise en application de l'UNFCCC. Le délégué a encouragé aussi la fixation d'un temps de parole strict pour les orateurs, pour que le dialogue soit fluide et interactif.

Le Canada a déclaré que les ateliers devraient s'adosser sur les travaux déjà menés dans le cadre de l'UNFCCC et s'inspirer des processus pertinents extérieurs de l'UNFCCC. La Chine a déclaré que le second atelier devrait se concentrer sur les actions prises par les parties pour la mise en application de la Convention, sur les actions qui auraient dû être prises et sur les démarches à faire pour lever les obstacles entravant la mise en application. Signalant que de nombreuses activités bilatérale de transfert des technologies ne sont pas conduites à travers l'UNFCCC, le Japon a déclaré que les débats futurs devraient porter sur des sujets plus larges, dans l'examen de la mise en application.

L'Arabie Saoudite a déclaré que le dialogue devrait se focaliser exclusivement sur l'amélioration de l'application dans les quatre domaines décrits dans la décision pertinente de la CdP 11. Le délégué des Philippines a déclaré que les leçons apprises jusque-là devraient être consolidées et qu'il devrait y avoir une évaluation de la manière dont tous les pays ont mis en application leurs engagements à ce jour.

Le Co-moderateur Bamsey a déclaré que son collègue et lui-même présenteront des propositions sur la manière d'organiser le prochain Dialogue, fin août, et a accueilli favorablement l'idée de recevoir des contributions écrites supplémentaires, fin mai. Remerciant les participants pour leurs exposés, leurs idées et leurs apports, il a clos la réunion à 18 h13.